EssilorLuxottica

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 30 avril 2024 – Résolutions n° 26 à 31

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

Mazars
61 rue Henri Regnault
92400 Paris-La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 30 avril 2024 – Résolutions n° 26 à 31

A l'Assemblée générale
EssilorLuxottica
147 rue de Paris
94220 Charenton-Le-Pont

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants ainsi que par l'article L. 22-10-52 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégations au conseil d'administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions :

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public (autres que celles visées au 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier) (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la société donnant accès à d'autres titres de capital de la société et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, et/ou (iv) des valeurs mobilières qui sont des titres de créance donnant accès ou susceptibles de donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la société à émettre ou existants (26^{ième} résolution) ;
- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la société donnant accès à d'autres titres de capital de la société et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, et/ou (iv) des valeurs mobilières qui sont des titres de créance donnant accès ou susceptibles de donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la société à émettre ou existants (27^{ième} résolution) ;
- émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 5% du capital social (29^{ième} résolution) ;

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

Mazars

61 rue Henri Regnault
92400 Paris-La Défense Cedex
France

- émission d'actions, et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre en rémunération des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger par la société sur les titres d'une autre société admis aux négociations sur un marché réglementé visé à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce (30^{ième} résolution).

Il est précisé que le conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage des délégations prévues aux 26^{ième}, 27^{ième}, 28^{ième}, 29^{ième} et 30^{ième} résolutions à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Le montant nominal maximal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder, selon la 31^{ième} résolution, 4.084.624 euros (représentant 5% du capital social au 14 février 2024) au titre des 26^{ième}, 27^{ième}, 28^{ième}, 29^{ième} et 30^{ième} résolutions, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 4.084.624 euros pour chacune de ces résolutions.

Le montant nominal maximal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder, selon la 31^{ième} résolution 2.000.000.000 d'euros au titre des 26^{ième}, 27^{ième}, 28^{ième}, 29^{ième} et 30^{ième} résolutions, étant précisé que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 2.000.000 d'euros pour chacune de ces résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 26^{ième} et 27^{ième} résolutions de l'assemblée générale du 30 avril 2024 et à la 16^{ième} résolution de l'assemblée générale du 17 mai 2023, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 28^{ième} résolution.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration au titre des 26^{ième} et 27^{ième} résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 29^{ième} et 30^{ième} résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci, et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 26^{ième} et 27^{ième} résolutions.

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

Mazars

61 rue Henri Regnault
92400 Paris-La Défense Cedex
France

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établissons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 avril 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Stéphane Basset

Pierre-Olivier Etienne

Jean-Luc Barlet

Guillaume Devaux